

Bac: des propositions de réforme radicales avant un projet mi-février

Paris, 24 janv. 2018 (AFP) -

Cinq épreuves finales dont un grand oral et la fin des séries L, ES et S: un rapport prônant une transformation profonde du bac a été remis au ministre de l'Education, qui veut présenter son projet de réforme le 14 février.

Réalisé après une centaine d'auditions, ce rapport écrit par l'ancien directeur de Sciences Po-Lille Pierre Mathiot, classé à gauche, ambitionne de changer profondément cet examen bicentenaire pour mieux préparer les lycéens à l'enseignement supérieur.

Reste à savoir ce qu'en retiendra le ministre Jean-Michel Blanquer, qui présentera son projet en conseil des ministres le 14 février après avoir rencontré syndicats et autres organisations de représentants du monde éducatif.

Si elle est menée à terme, la réforme concernera les élèves qui sont aujourd'hui en classe de Troisième, avec une mise en oeuvre progressive en Seconde l'an prochain, puis en Première et Terminale en 2019 et 2020.

Jusqu'ici, les tentatives de réforme du bac ont toutes échoué, malgré les critiques dont cet examen emblématique est régulièrement la cible.

Parmi les principales nouveautés figure le maintien de seulement cinq épreuves finales pour un bac "resserré", contre 10 à 15 actuellement selon les filières: le français en Première (l'écrit et l'oral) et quatre épreuves en Terminale, qui compteraient au total pour 60% de la note finale.

Parmi ces épreuves, un grand oral comptant pour 15% de la note finale sanctionnerait la fin du bac. Il aurait aussi pour mission de préparer les élèves à une compétence souvent requise dans l'enseignement supérieur.

Le nouveau bac prendrait en compte, pour les 40% restants, les résultats obtenus par les élèves en classes de Première et Terminale, lors d'épreuves ponctuelles et/ou sur les bulletins de classe.

Environ trois quarts des résultats obtenus par les élèves pourraient ainsi être désormais intégrés à la nouvelle plateforme d'admission post-bac, Parcoursup, et mis à disposition des établissements du supérieur.

Invité pour cette remise du rapport, Arnaud Chevallier, lycéen à Montpellier, accueille avec enthousiasme cette proposition: "Cela pourrait éviter beaucoup de bachotage et faire un peu descendre le stress".

- "Base utile" -

Réformer le bac conduit à également repenser l'organisation du lycée. Pierre Mathiot propose la disparition des séries L (littéraire), ES (économique et social) et S (scientifique) du bac général, qui seraient remplacées par un tronc commun et des enseignements de spécialisation. Les élèves choisiraient dès la Première deux disciplines "majeures", deux disciplines "mineures" et des enseignements optionnels.

Le principal syndicat des chefs d'établissement, le SNPDEN, appelle à "la modération" sur les changements à apporter à l'organisation du lycée. "Des polémiques autour de modifications organisationnelles ou des grilles horaires n'alimenteraient aucun progrès", prévient-il. Il qualifie toutefois le rapport de "bonne base de travail pour faire évoluer le baccalauréat", et notamment pour qu'"il retrouve un sens (...) comme articulation entre l'enseignement secondaire et le supérieur".

Plus de 90% des bacheliers généraux et technologiques choisissent d'entamer des études supérieures.

Cette réforme, promise par Emmanuel Macron lors de sa campagne, interviendra quasiment en parallèle de la réforme sur l'entrée à l'université, portée par la ministre Frédérique Vidal et qui sera appliquée pour la rentrée 2018.

"Le rapport Mathiot a le mérite de poser un diagnostic pertinent sur le bac et le lycée", réagit le Sgen-CFDT. Le syndicat approuve l'idée d'un grand oral ou de temps dédiés pour l'accompagnement des parcours des élèves, mais critique notamment "l'exclusion de la voie professionnelle du champ de la réforme".

"C'est maintenant que tout commence", affirme pour sa part Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, à l'AFP. Pour lui, "le rapport est une base intéressante et utile" mais il redoute une "hyper-spécialisation des élèves" ou une "complexification de l'organisation du lycée et des programmes".

Le SNES-FSU regrette, de son côté, la disparitions des séries, qui "sont un repère important pour les lycéens et



PAYS :France
SURFACE :103 %
PERIODICITE :Quotidien



► 24 janvier 2018 - Edition Fil Gen

leurs familles". "La structure en modules instaure une culture générale morcelée, compromettant le sens des apprentissages des élèves, en particulier pour les jeunes socialement les plus fragiles", estime le syndicat qui appelle à la mobilisation le 1er février et à une grève le 6 février.

ito-fmp/jt/nm

Afp le 24 janv. 18 à 18 19.